

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 09/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection des 8, 11, 12 et 13 juillet 2022

Contexte et constats

Publié sur



BOLLORE ENERGY

93 RUE DE LA CHARTE
68400 RIEDISHEIM

Références : 0519_2022_07_08_BOLLORE_RIEDISHEIM_VIIC-plainte-odeur
Code AIOT : 0006700519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des contrôles effectués les 8, 11, 12 et 13 juillet 2022 dans l'environnement et au sein de l'établissement BOLLORE ENERGY implanté 93 RUE DE LA CHARTE 68400 RIEDISHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Faisant suite à la transmission d'une plainte pour nuisance olfactive, l'inspection des installations classées a réalisé une enquête de voisinage et une série de contrôle sur site entre le 8 et 13 juillet 2022. L'objectif de ces contrôles et enquêtes était de recueillir des témoignages d'habitants de la zone d'étude, et de vérifier sur site les impacts des nuisances en fonction de différentes conditions climatiques et opératoires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOLLORE ENERGY
- 93 RUE DE LA CHARTE 68400 RIEDISHEIM
- Code AIOT : 0006700519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

Le site BOLLORE Riedisehim est un dépôt pétrolier dont les activités exclusives sont : la réception, le stockage et l'expédition de produits pétroliers (Gazole, Fioul domestique), bruts ou modifiés (additivés et/ou colorés) et produits dérivés tel que l'EMAG (esther méthylique d'acide gras) ou diesel HVO (Hydrotreated Vegetable Oil).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : plainte pour nuisance olfactive

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
1	Limitation des odeurs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 63	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Délais
3	Events de surpression	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15 alinéa 2	/	Susceptible de suite	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection	Autre information
2	Respiration des bacs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15 – alinéa 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La série de contrôles réalisée sur site, dans l'environnement proche et lointain ainsi que l'enquête de voisinage permettent de conclure que le site est vraie à l'origine d'émission provoquant des nuisances olfactives et incommodant le voisinage (notamment une partie de la rue de la Hardt à Riedisheim et lors de phase de déchargement de péniche). Les nuisances sont avérées et leur origine et vraisemblablement attribuables aux événements des deux bacs de stockage associés aux phases de déchargement péniche, qui par conception sont ouverts et permettent les émanations de produits volatils dans l'environnement. Ces éléments constituent une non-conformité aux conditions d'exploiter le site.

Il apparaît par ailleurs nécessaire que l'exploitant fournisse sous 30 jours à l'inspection des installations classées la justification technique concernant le dimensionnement de ses événements de surpression afin de pouvoir statuer sur la conformité des surfaces d'événements mis en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : limitation des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 63
Thème(s) : Risques chroniques, pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que l'ensemble des installations ne soient pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : Dans le cadre des plaintes reçues, l'inspection des installations classées s'est rendue à plusieurs reprises entre le vendredi 8 juillet 2022 et le mercredi 13 juillet 2022 dans la zone des plaignants (du 21 au 59 rue de la Hardt à Riedisheim), aux abords immédiats des installations du dépôt pétrolier, et sur les dômes des bacs.

Il a pu être constaté uniquement lors de la phase de déchargement de la péniche, des odeurs incommodantes de produits pétroliers sur les dômes des bacs, aux abords immédiats du dépôt pétrolier et dans la zone du 10 au 41 rue de la Hardt. Ces constats confirment les plaintes (des particuliers) et signalements (mairie) formulées pour nuisances olfactives successives entre les années 2015 et 2022.

Lors de l'enquête de voisinage réalisée sur le terrain et au-delà du dernier plaignant enregistré en 2022, 3 autres habitants interrogés ont confirmés les nuisances ressenties. Les nuisances générées par le site ont été constatées en tout temps (quelles que soient la force et la direction des vents), mais uniquement sous certaines conditions opératoires (avec déchargement péniche, pas de nuisances constatées lors de chargement camions), et uniquement aux environs des bacs n°5 et 6. Les nuisances sont maximales avec des vents dominants venant du Nord-Nord-Est et lors d'un déchargement péniche.

Les constats réalisés au niveau de l'installation amènent l'inspection à conclure que la majeure partie des effluves odorantes incommodantes proviennent des événements des bacs de stockage (notamment le bac n°5). Les effluents émis au niveau des bacs sont plus marqués lors de conditions climatiques défavorables (forte chaleur, vent) et lors d'opérations de déchargement de péniche. Il est à noter que le bac n°5 est muni d'un événement de surpression équipé d'une membrane limitant les émissions, mais ce dispositif ne semble pas suffisant pour éviter les émissions lors de conditions défavorables. Sur ce bac et pour exemple figure également un événement de respiration de type ouvert, générateur de nuisances olfactives (lors de conditions défavorables).

L'ensemble des éléments précités permet de conclure que l'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions nécessaires afin que l'installation ne soit pas à l'origine de gaz odorants et incommodant le voisinage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Respiration des bacs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15 – alinéa 1

Thème(s) : Risques accidentels, dispositions constructives

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les réservoirs à toit fixe et les réservoirs à écran flottant sont munis d'un dispositif de respiration limitant, en fonctionnement normal, les pressions ou dépressions aux valeurs prévues lors de la construction et reprises dans le dossier de suivi du réservoir prévu à l'article 28 du présent arrêté.

Constats : Le contrôle de cette disposition n'a été réalisé que pour les bacs n°1 à 4, en effet les bacs n°5 et 6 faisant plus de 20 mètres de diamètres sont exclus des dispositions de l'article 15 précité.

Il a pu être constaté sur site la présence d'événements de respiration sur l'ensemble des bacs du site.

En vu de justifier du dimensionnement des événements de respiration mis en place, l'exploitant a fourni plusieurs notes à l'issue du contrôle sur site référencées :

- NDC618132-01 daté du 23 mars 2018, en vu de justifier du dimensionnement des événements de respirations sur les bacs n°1 à 3,
- et SCO1562-CH-NDC-001 du 27/01/2016, en vu de justifier du dimensionnement des événements de respirations du bac n°4.

L'analyse de la note de dimensionnement est cohérente avec la situation constatée sur site (nombre et surface des différents événements sur les bacs 1 à 4), et les conditions opératoires telles que décrites dans l'étude de danger du site. Les vérifications calculatoires réalisées par sondage ne montrent pas d'erreur manifeste dans les documents transmis.

L'inspection des installations classées n'a donc pas d'observation à formuler concernant le dimensionnement des événements de respiration mis en place pour les bacs 1 à 4, éléments permettant de démontrer la conformité des événements de respiration mis en place sur les bacs n°5 et 6.
Observation n°1 : Bien que l'article 15 ne s'applique pas formellement aux bacs n°5 et 6, il apparaît judicieux que l'exploitant vérifie et puisse justifier du bon dimensionnement des événements de respiration mis en place pour ces deux bacs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Events de surpression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15 – alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lorsque les zones de dangers graves pour la vie humaine, par effets directs ou indirects, liées à un phénomène dangereux de pressurisation de réservoir sortent des limites du site, l'exploitant met en place des événements dont la surface cumulée Se est à minima celle calculée selon la formule donnée en annexe 1.</p> <p>Annexe 1 associé à la prescription :</p> <p>La surface cumulée Se des événements d'un réservoir à toit fixe et d'un réservoir à écran flottant est calculée selon la formule suivante :</p> $Se = \frac{U_{fb}}{3600 \text{ Cd}} \left(\frac{\rho_{air}}{2 \Delta P} \right)^{0,5}$ <p>ρ_{air} : masse volumique de l'air (= 1,3 kg/m³). Cd : coefficient aérodynamique de l'événement (entre 0,6 et 1). Δp : surpression devant être évacuée en pascals.</p> <p>U_{fb} : débit de vaporisation en normaux mètres cubes par heure d'air, calculé selon la formule suivante :</p> $U_{fb} = 70\,900 \cdot A_w^{0,82} \cdot \frac{Ri}{H_v} \cdot \left(\frac{T}{M} \right)^{0,5}$ <p>A_w : surface de robe au contact du liquide inflammable contenu dans le réservoir, en mètres carrés (avec une hauteur plafonnée à 9 mètres). H_v : chaleur de vaporisation en joules par gramme. M : masse molaire moyenne de la phase gazeuse évacuée en grammes par mole. Ri : coefficient de réduction pour prendre en compte l'isolation thermique ; ce facteur est pris égal à 1 correspondant à l'absence de toute isolation. T : température d'ébullition du liquide inflammable en Kelvin.</p> <p>Constats : Le contrôle de cette disposition n'a été réalisé que pour les bacs n°1 à 4; en effet les bacs n°5 et 6 faisant plus de 20 mètres de diamètres sont exclus des dispositions de l'article 15 précité.</p> <p>Il a pu être constaté la présence sur chacun des bacs du dépôt la présence d'événements. En revanche aucun élément permettant de justifier le dimensionnement des événements de surpression (en lien avec le dimensionnement prévu par l'annexe 1 de la prescription contrôlée) n'a été fourni par l'exploitant.</p> <p>En effet, à l'issue du contrôle et sur demande de l'inspection, ce dernier a fourni une étude réalisée uniquement pour la respiration des bacs. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le bon dimensionnement de ses événements de surpression et, en l'état, l'inspection n'est pas en mesure de statuer sur le respect de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet